

Société

Europride. Les œuvres de l'exposition « Corps et histoire » organisée pour la LGP en juillet ont disparu. Les rémunérations des artistes et les responsables de l'association aussi. Une plainte est déposée.

L'exposition évaporée

■ Tout semblait bien sur les rails pour l'exposition « Corps et histoire » commandée par l'association Lesbien and Gay Pride (LGP) à l'occasion de l'Europride. Une vingtaine d'artistes nationaux et internationaux, deux commissaires d'exposition de renom : Julien Blaine et Marc-Antoine Serra, un lieu de création reconnu : la Friche Belle de Mai, et un soutien financier de la Ville, du conseil général et de la Région.

Et pourtant, dès l'ouverture, les problèmes s'accumulent. « *Le catalogue de l'exposition et les affiches n'étaient pas tirés* », rapporte Marc-Antoine Serra. De quoi mécontenter les participants qui ne se doutent pas encore de la suite.

Après le 19 juillet, date de clôture de l'Europride dont les événements se sont déroulés dans une ambiance de désordre général, les artistes locaux récupèrent leurs œuvres. Tous les autres ne les reverront plus. « *Suzanne Ketchian, la présidente de la LGP et son adjoint ont disparus de puis lors. Locaux fermés, changement*

de numéros de téléphone, plus aucune réponse aux mails. Impossible de les joindre », poursuit Marc-Antoine Serra.

En plus des œuvres volatilisées, « *personne n'a été payé, commissaires, régisseurs, artistes, fournisseurs... Pire, le transporteur qui a acheminé les œuvres se retourne aujourd'hui contre les artistes !* », s'étrangle-t-il. Chez Orgatrans, une société basée à Lyon, on confirme la démarche, assurant que « *plusieurs recommandés adressés à la LGP n'ont même pas été retirés.* »

« C'est une escroquerie incroyable, du vol ! »

Furieux, Marc-Antoine Serra a écrit au procureur de la République sans avoir pour l'instant de réponse. De son côté, Julien Blaine se récrie : « *C'est une escroquerie incroyable, du vol !* »

« *L'exposition était magnifique et elle est passée presque inaperçue puisque aucun matériel de communication n'avait été sorti. Aujourd'hui, on ne sait même pas où la plupart des*

œuvres sont passées », s'indigne Julien Blaine. Pour lui, « *elles sont peut-être dans les locaux de la LGP* ». Mais le fer de fer du 11, rue Moustier est invariablement baissé depuis plusieurs mois sans que les deux commissaires n'aient pu le faire ouvrir par le propriétaire des lieux.

« *J'ai porté plainte au commissariat de la Canédère pour escroquerie et vol il y a plus d'un mois et demi. Je suis sans nouvelle depuis. Je vais me rapprocher d'un avocat pour changer de style* », prévient Julien Blaine.

L'ampleur de l'affaire pourrait largement dépasser le scandale de l'exposition évaporée. L'association LGP présidée par Suzanne Ketchian a en effet reçu près de 280 000 euros de subventions; des collectivités dont 100 000 euros accordés en mars par la Ville de Marseille.

Un état de fait qui entretient une image déplorable de la cité phocéenne et pourrait pénaliser l'ensemble du tissu associatif LGBT pour tant composé quasi exclusivement de bénévoles.

150 PUGUETTE



Les locaux de la LGP fermés. Sans réponse, Marc-Antoine Serra et Julien Blaine, les deux commissaires de l'exposition sont furieux. PHOTO PATRICK EL DOMENICO